

Comment se sortir de l'impasse afghane ? L'ÉCHEC d'Obama

Marc Crapez

Chercheur associé au Sophiapol

(Paris-X).

En Afghanistan, les mauvaises nouvelles se

succèdent : attentats au cœur de la capitale, attaque de la plus grande base de l'Otan, limogeage de McChrystal. Ce chef des armées tentait, depuis un an, d'appliquer une stratégie contre-insurrectionnelle de pacification des grandes agglomérations. Cette offensive de relations publiques destinée à « remporter les faveurs du peuple », selon la formule d'un Afghan¹, n'a pas réussi car ce sont toujours les talibans qui ont un coup d'avance.

Le premier responsable de cette situation est George W. Bush, qui utilisait la notion de *Grand Moyen-Orient* (*Greater Middle East*) pour lier (*linkage*), dans une perspective englobante discutable, le règlement des problèmes du Proche-Orient à ceux de l'Asie Occidentale, cette région au sud des mers Noire et Caspienne regroupant l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. L'Asie Occidentale recoupe ce que les Anciens désignaient comme l'Asie mineure en y incluant l'Anatolie sans y inclure la Perse.

L'opération *Liberté immuable* s'est enlisée car l'Afghanistan est une forteresse naturelle, géographique et mentale. C'est un territoire impossible où, depuis la nuit des temps, les caravanes obligées de passer par-là se faisaient piller, razzier ou rançonner. Ce territoire aux confins des Indes est le seul qui tint tête à un empire victorien couvrant cinq continents. Bill Clinton ironisait sur ces montagnes où se perdent des missiles qui valent une fortune pour n'atteindre que

des chameaux. Cela ressemble au fiasco de la guerre d'Espagne, entreprise par Napoléon pour apporter les bienfaits de la Révolution aux ombrageuses tribus ibériques d'un pays montagneux armé en sous-main par la perfide Albion. A cette sorte de fatalité immémoriale, s'ajoutent des causes conjoncturelles. Peu de temps avant le 11 septembre, fut assassiné, en la personne de Massoud, un leader non corrompu et apte à fédérer. Le plan de démocratisation clé-en-main de la région manquait de vision d'ensemble. Son idéalisme était utopique et parasité par des intérêts géopolitiques. Les différentes composantes de la coalition n'ont pas toujours été bien coordonnées. La construction étatique est une affaire de maturation qui ne procède jamais *ex nihilo* par génération spontanée.

Quelle stratégie américaine en Asie Occidentale ?

Le second responsable de cette situation est Barack Obama. Sur un plan théorique, sa stratégie de sécurité « élude les questions clés », comme le notait le *Financial Times* du 29 mai dernier. Mais c'est surtout en pratique que ses décisions sont contestables. Après trois mois d'attentisme, à l'automne 2009, il promet un renfort des troupes, mais à l'été 2010 ne sont arrivés sur place que la moitié des soldats annoncés (30 000 sur 60 000).

D'aucuns escomptaient pourtant la lune. Obama, disaient-ils, est un fin stratège qui renforce ses troupes afin de se retirer honorablement. Il tempore et prend le temps de la réflexion pour mieux évaluer la situation. Faute de pouvoir gagner, « finir le job » consisterait à juguler la rébellion. L'Amérique frapperait un grand coup, pour faire provisoirement place nette, partir dans de bonnes conditions et offrir aux autorités afghanes une possibilité de prendre les rênes d'un pays sécurisé. Hypothèse singulièrement optimiste.

Après avoir été sur place se rendre compte de certaines choses *de visu*, Joe Biden en est revenu persuadé que l'armée n'avait aucun plan de victoire. Hillary Clinton a semblé lui emboîter le pas, en préconisant de ne pas s'attarder en Afghanistan. Certes, celle qui a succédé à Condoleezza Rice semble avoir des difficultés à arrêter une ligne et à s'y tenir. Mais le vice-président et la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui l'un comme l'autre avaient fait grief au candidat Obama d'être néophyte en politique étrangère, ont poussé au retrait.

Qu'Obama ait mis plus de trois mois pour se décider, laissait *a fortiori* augurer la consigne officielle d'un retrait rapide. L'inverse surprend. On comprend mal le but de cette manœuvre dilatoire. Si c'était pour peser le pour et le contre, que ne l'avait-il fait au 2^e trimestre, lui qui avait tant reproché à Bush son amateurisme. Si c'était pour attendre, comme prétexté, le résultat d'une nouvelle consultation électorale, alors d'une part la décision aurait du tomber au moins un mois avant, lorsque le président afghan s'est dérobé à un nouveau scrutin,

et d'autre part cela aurait du faire pencher la balance dans l'autre sens, Karzaï ne méritant plus de soutien, sauf à accorder une prime au népotisme.

S'adressant à ses troupes « en tant que commandant en chef », Obama est le premier chef d'une armée en guerre à annoncer un surcroît de combats assorti d'une date d'abandon des hostilités. L'ennemi n'a plus qu'à « faire le gros dos » en prenant son mal en patience. Autant partir au combat en se coupant préalablement un bras. Reçu dans le bureau de Blum, le colonel de Gaulle avait soupiré en l'entendant afficher un souci de limiter la portée des canons. On fait la guerre ou on ne la fait pas. En dévoilant ses intentions, on obère sa capacité de négociation. En outre, c'est un signal de démobilisation adressé à une population civile déjà attentiste et qui n'est pas encouragée à rallier un gouvernement soutenu par les Etats-Unis provisoirement. Cela peut même démobiliser certains soldats, peu portés à faire du zèle pour une cause sans lendemain.

L'administration américaine a vainement essayé d'amortir les effets « court-termistes » de l'annonce par Obama d'une date de retrait d'Afghanistan. En janvier 2010, en visite au Pakistan, Robert Gates promet un « engagement à long terme », pendant qu'Hillary Clinton insiste sur une stratégie civile de « relation à long terme » dans la région².

Une stratégie boiteuse

Obama déclare publiquement redouter, en cas de retrait précipité, un effet domino de propagation déstabilisatrice au Pakistan. C'est fort bien de ne pas partir *pour ne pas galvaniser les rebelles pakistanais*, sauf que *dire cela* est précisément le meilleur moyen de les galvaniser... Obama est déjà regardé par le monde musulman comme un « canard boiteux », selon la formule d'un pacifiste israélien³. Ce naïf donnerait maintenant du grain à moudre au bouche-à-oreille et aux slogans Internet des talibans de toute nature. Se trouve accréditée l'idée que le règne d'Allah n'est plus qu'à deux doigts de renverser le régime pakistanais impie.

Comme à l'accoutumée, Obama paraît soucieux de s'arroger un effet d'annonce, se réservant la popularité pacifiste et laissant le rôle ingrat du faucon à son secrétaire à la Défense, Robert Gates. Il annonce, en effet, une date ferme de retrait, puis laisse Gates expliquer que c'est juste un symbole, pendant que les Britanniques déclarent que cette date ne les lie pas. Il ne met pas tous ses œufs dans le même panier : si les choses tournent exceptionnellement bien, il l'aura toujours dit ; si, comme prévu, on ne peut pas battre les insurgés, il aura tout de même rempli sa mission en essayant de « finir le job ». Car son discours ambivalent est à double détente : pris au pied de la lettre, il s'agit de gagner ; correctement entendu, il s'agit de juguler la rébellion afin d'honorer l'obligation morale de ses engagements.

Alors que c'est un calendrier de retrait d'Irak qu'il avait promis, il en annonce un autre. Alors qu'il n'avait pas eu de mots assez durs contre Bush, il se contente de dupliquer pour l'Afghanistan la stratégie de montée en puissance (*surge*) grâce à laquelle ce dernier avait changé son fusil d'épaule et obtenu cahin-caha des résultats en Irak. Mais fixer une date de départ porte en germe l'échec du processus, d'autant que plusieurs des conditions irakiennes ne se trouvent pas réunies⁴. En Afghanistan, il est difficile de s'appuyer sur une expérience étatique, un sentiment nationaliste et un pôle dominant ethnico-religieux.

En 2007, l'intensification des opérations en Afghanistan avait aggravé, par ricochet, la guerre civile au Pakistan⁵. Un pays qui, malgré ses dehors rassurants et ses beaux discours, attend le donnant-donnant d'une pression de Washington sur l'Inde concernant le Cachemire pour mater ses talibans⁶. Quant à croire qu'abandonner l'Afghanistan sanctuariserait une base arrière du terrorisme international, ce n'est pas concluant car talibans afghans et terroristes cosmopolites sont distincts. En somme, aucun argument n'est décisif. Dès lors, avec des promesses qui risquent de ne pas être tenues et des messages qui risquent d'encourager l'ennemi, Obama risque d'emprunter le chemin de la défaite en cas de forte vague d'attentats suicides⁷.

On le dit « très américain » et c'est exact. Son pragmatisme à toute épreuve lui permet d'ailleurs de déborder Hillary Clinton sur sa droite, tant économiquement que culturellement (discours de Philadelphie en faveur des « Blancs américains de la classe moyenne »). Il n'en reste pas moins un pur produit de la gauche intellectuelle. Dans ce milieu, Bush est perçu comme un avatar du macarthysme. Certains disent qu'Obama n'aurait pas assisté aux cérémonies des vingt ans de la chute du Mur en rétorsion au refus d'Angela Merkel de le laisser, en tant que candidat démocrate, tenir un discours de campagne devant la porte de Brandebourg, en juillet 2007⁸. C'est oublier que le totalitarisme communiste ne fait tout simplement pas partie de son univers intellectuel. S'il est un héros de la cause afro-américaine *persona non grata* dans les départements universitaire et qui ne figure pas au Panthéon personnel d'Obama, c'est bien Richard Wright, le doyen de la cause, co-auteur avec Raymond Aron et d'autres résistants anti-totalitaires du *Dieu des ténèbres*. Le totalitarisme est bien le cadet de ses soucis : une des premières décisions de son mandat fut le renvoi à Londres du buste de Churchill qui décorait la Maison-Blanche.

Les diversions de la propagande démocrate

On voudrait que sa décision ait été prise en toute connaissance de cause, que n'aient interféré dans son jugement ni intérêts électoralistes – tant reprochés

à Bush-, ni question de prix Nobel de la Paix, ni affaire de carnage sur une base militaire. L'obamania, cette régression de l'esprit⁹, n'est pas sans rappeler, à une plus vaste échelle, la « gorbymania » ou l'engouement passager pour Tony Blair. Mais d'après l'institut de sondages Gallup, un an après son élection, Obama est le plus mal aimé de tous les présidents américains. Tendance peut-être à pondérer par un phénomène moderne de médiatisation qui accentuerait les courbes.

Il s'est pourtant fortement investi dans sa « stratégie de com' ». En septembre, se met en place une communication axée sur l'image, en rupture avec le traditionnel jeu de questions-réponses aux journalistes, le *story telling*. En octobre, la Maison-Blanche pilonne la chaîne de télévision républicaine Fox News, prévoyant même de l'exclure de certains briefings. Le 22 octobre, Obama la méprise, après que son premier conseiller, David Axelrod, l'eut critiqué. Cette offensive arbitraire s'avérant contre-productive, Obama opère un revirement complet le 18 novembre. C'est dans un entretien à Fox News qu'il confie son inquiétude sur l'endettement public. Cela met doublement en colère le champion de la propagande démocrate Paul Krugman¹⁰... dont le keynésianisme sectaire est aussitôt démenti par la dette de Dubaï et de la Grèce.

Par ailleurs, le Président concède enfin qu'il ne tiendra pas ses promesses sur la fermeture de Guantanamo. Mais il ne dit pas les choses comme cela. A la mi-novembre, il affirme : « Les choses vont plus lentement que je ne l'avais anticipé »¹¹. Cette syntaxe insaisissable s'appelle, pour être précis, un janotisme : une construction amphibologique qui ne veut pas dire grand-chose et sert à noyer le poisson. Car de deux choses l'une : ou bien cela va plus lentement que prévu car il n'avait pas anticipé ; ou bien il avait réellement anticipé auquel cas cela ne va pas plus lentement que prévu.

La veille d'une attaque des islamistes contre le quartier général de l'armée pakistanaise, le 9 octobre, il se voit attribuer le prix Nobel de la Paix à la stupefaction générale. Qu'a-t-il accompli pour le mériter ? C'est, en étant « réaliste », prématuré, commente le Dalai Lama. Le 10 décembre, en recevant son prix il justifie sa politique comme étant celle d'un juste équilibre. Modestement, il dit ne pouvoir s'inspirer uniquement de Gandhi et de King, ce qui vise à rassurer ceux qui se félicitaient qu'il soit collégalement entouré dans le domaine militaire au cas où il se trouverait dans la posture d'un Kennedy devant tenir tête à un Kroutchev. Mais il se justifie de laisser aux ennemis « le choix d'une porte ouverte ». C'est une bonne chose si c'est pour ménager la fierté de peuples chez lesquels elle joue un rôle éminent, comme le conseille Robert Kagan. C'est une moins bonne chose si c'est pour rester sourd au désir des manifestants iraniens réprimés qui, le 4 novembre dernier, lui réclamaient un

mot d'encouragement. Somme toute, Reagan avait laissé une porte ouverte en interpellant « monsieur Gorbatchev » sur le rideau de fer.

Obama reste adulé des médias européens, qui entretiennent le mythe de l'inculture des présidents républicains. Il est de bon ton de se gausser de Sarah Palin, la colistièrre choisie par John Mac Cain. Durant la campagne, un journaliste de gauche l'avait coincée en l'interrogeant sur la « doctrine Bush ». Elle ignorait que cette étiquette correspond à une notion de guerre préventive. Elle en était restée sans voix, le regard un peu paniqué. L'image a circulé en boucle, assortie d'un « effet Trivial Pursuit ». Alors que l'écrasante majorité des gens n'avaient jamais entendu parler de la notion de guerre préventive sous l'appellation de « doctrine Bush », *a posteriori* tout le monde se targuait d'avoir toujours su répondre à cette question enfantine.

C'est ainsi que les intellectuels démocrates ont habilement accrédité l'idée que Palin était probablement un peu sottre. Et que le contraste était criant avec un Obama bombardé « intellectuel ». En réalité, le cursus d'Obama, celui d'un honorable Bac +5, n'a rien de prodigieux. Il a « repris la fac. » après avoir été travailleur social, a quelque peu enseigné, puis a fait une carrière politique éclair comme sénateur. On conte que les membres de son comité s'étaient assuré le soutien des suffrages d'origine irlandais d'un arrondissement grâce à des affichettes « Votez O Bama ». Déloyal mais amusant.

Une fois sénateur, Obama est connu pour avoir systématiquement voté avec la gauche du parti démocrate ; mais il n'a pas laissé son nom dans l'histoire. Ce n'est pas rien d'être sénateur aux Etats-Unis ; mais il n'a effectué qu'un mandat sans éclat. Pendant ce temps, Palin n'était certes pas détentrice d'un mandat *législatif* prestigieux, mais elle était à la tête d'un *exécutif*. Etre gouverneur de l'Alaska, mine de rien, c'est avoir une responsabilité vis-à-vis des deniers publics, c'est savoir décider lorsque l'on est réveillé à 3 heures du matin à cause d'un accident du travail, c'est inconfortable et ça ne consiste pas seulement à distribuer des largesses.

Obama a mis trois mois à décider d'une stratégie en Afghanistan, non seulement parce qu'il est le Président le plus à gauche et le plus inexpérimenté de l'histoire américaine, mais aussi plausiblement parce qu'il n'avait jamais exercé auparavant un pouvoir exécutif. Aux prises avec la *realpolitik* en Afghanistan, il prétend proposer une stratégie flexible, mais cet orateur sans bilan tangible pourrait trahir le manque de conviction d'un intellectuel indécis, ne sachant pas trancher les nœuds gordiens. Il sait davantage dépenser pour des causes, comme celle des gays dans l'armée, et d'autres qu'il semble avoir dans son programme¹². Kissinger le compare à un grand maître aux échecs ayant entrepris plusieurs parties en simultané mais incapable d'en achever une seule.

Peut-on parler d'un totalitarisme islamiste ?

Quand, le 5 novembre 2009, Nidal Malik Hassan tue 13 personnes sur une base militaire, Obama demande de « ne pas sauter aux conclusions ». Le politiquement correct prescrit de s'interroger sur les énigmatiques motivations d'un homme qui, avant d'ouvrir le feu, avait crié « Allah Akbar ! ». Acte isolé d'un fou détaché de considérations idéologiques ? Non, bien sûr. Ce fervent musulman ne cachait pas son opposition farouche aux expéditions américaines en terre d'islam. « Il espérait que le président Barack Obama retirerait les troupes et avait été très choqué qu'il ne le fasse pas », selon son cousin Nader Hassan, cité par le *New York Times*.

La question de l'existence d'un totalitarisme islamiste est complexe. Il convient de rappeler que les premières victimes du terrorisme islamiste dans le monde sont des musulmans. En second lieu, ce totalitarisme ne serait pas incarné dans une structure étatique, l'Iran faisant davantage figure de dictature théocratique et ce contre les vœux actuels de sa population. Mais cela ne suffit pas à écarter la question. Introduite par des auteurs comme Alexandre Del Valle et Pierre Hassner, c'est une question qu'il faut précisément poser parce qu'elle a tendance à être *agressivement repoussée*. Le débat chemine presque clandestinement¹³. Or, les similitudes ne manquent pas. Une idéologie conquérante, ne tolérant aucune déviation, prétend encadrer la société, face à l'inefficacité du libéralisme, et « réduit l'homme à l'état de pion »¹⁴. Les totalitaires du XX^e siècle voulaient absolument déclencher la guerre pour en finir une bonne fois pour toutes avec des groupes humains décrétés incorrigibles. Semblablement, une partie des masses musulmanes considère qu'elle n'a pas obtenu son dû historique et attend son heure pour châtier ceux qui se mettraient en travers de sa route.

Au sein d'un tiers-mondisme qui sur-interprète tout comme legs perfide de la colonisation ou « sortilège dominateur de l'Occident »¹⁵, l'islam parachève cette vision conspirationniste et offre une alternative intégrale. Il surajoute au machiavélisme des relations internationales en ce qu'il justifie la *duplicité*. Quelquefois « le mensonge est le contact premier, la façon initiale de prendre l'ascendant sur le partenaire »¹⁶. Avant d'arriver au pouvoir, Khomeyni ne craignait pas de tergiverser sur le port du voile car : « Je peux dire cela aujourd'hui et faire le contraire demain, cela n'a pas d'importance de mentir aux infidèles »¹⁷. Cette relativisation en fonction de l'interlocuteur concerne les serments comme les traités¹⁸. Cette duplicité est aux dirigeants iraniens comme une seconde nature, qui se nourrit de sources doublement islamiques et révolutionnaires.

L'attentat manqué de décembre 2009, par un terroriste lié au même imam yéménite que Nidal Malik Hassan, confirme le recrutement d'intellectuels fana-

tiques, de « nomades de la globalisation, issus de milieux aisés et possédant un bagage universitaire »¹⁹. D'aucuns se sont gaussés de cette bombinette bricolée par un amateur et montée en épingle pour alimenter l'islamophobie. C'est oublier, d'une part, que l'idée de se volatiliser dans un avion à cause d'une bombe est plus insupportable que celle de périr fortuitement dans un accident de la route ; d'autre part, que l'épisode Kalhed Kelkal enseigne qu'un amateur peut faire des dégâts. La tentation de l'apaisement alimente un registre de dénégation qui se plaît à désigner comme péril un « fondamentalisme chrétien » ou un « totalitarisme capitaliste ». De son côté, la secrétaire d'Etat Janet Napolitano s'est « efforcée d'apaiser l'inquiétude »²⁰, en soutenant que « le système a fonctionné » avant de corriger le tir en reconnaissant que « dans ce cas, il n'a pas fonctionné »²¹.

Cette dénonciation permanente des *inquiétudes irrationnelles* de la population pousse à ne pas utiliser le mot terrorisme et à ne pas désigner les islamistes. Obama n'est pas épargné, lui qui avait évoqué « la menace vitale » et soufflé sur les braises de l'émotion érigeant Guantanamo en symbole de l'abjection occidentale aussi fameux que Guernica. Début 2010, compte tenu de l'importance des yéménites à Guantanamo, les leaders du Congrès le pressent d'abandonner son idée de fermeture²². Au final, Obama réaffirme la doctrine traditionnelle de l'Amérique, de lutte contre ses agresseurs à l'extérieur et de renforcement de sa sécurité intérieure (avec détention indéfinie de suspects et attaques de drones). La liste des pays à risque passe de 7 à 30, la liste des personnes interdites de séjour s'allonge aussi. Les Etats n'osent pas encore introduire une différence de traitement qui épargnerait des formalités inutiles aux passagers réguliers. Mais peut-être la police de Londres cessera-t-elle de faire semblant de fouiller des gens *a priori* innocents, dans le cadre de ses investigations anti-terroristes, afin d'équilibrer artificiellement ses statistiques ethniques pour échapper aux remontrances de certains intellectuels²³.

Un déficit de stabilisateurs

La main tendue d'Obama au monde musulman, assortie de coups de griffe aux pays européens qui « empêchent les musulmans de pratiquer leur religion comme ils le souhaitent, par exemple en dictant ce qu'une musulmane devrait porter », ressemble au très vieux discours de ceux qui veulent « débarasser les Américains d'un héritage européen honteux et cherchent la rédemption dans des cultures non européennes »²⁴. Pourtant, ce sont bien les nations arabo-musulmanes qui semblent avoir un problème avec la démocratie et avec l'ordre diplomatique onusien. Pendant que l'OUA participe au règlement de litiges internationaux et expédie des casques bleus, les pays musulmans sont

déchirés selon de multiples lignes de fracture et ne contribuent pas à stabiliser leurs voisins. L'échec de la coalition de 40 pays en Afghanistan tient d'abord à ce que très peu de nations arabo-musulmanes y participent (l'Azerbaïdjan et la Jordanie), comme si la *Liberté immuable* leur posait problème.

Le *Choc des civilisations* de Samuel Huntington n'est pas exempt de raccourcis culturalistes qui ont fait l'objet de critiques rationnelles. Il envisage la possibilité de scénarios conflictuels suivant des lignes de fractures culturelles, là où Robert Kagan raisonne plutôt en fonction des catégories de régimes politiques qui façonnent les projections diplomatiques. La question est d'importance, mais ce qui paraît difficilement contestable est qu'il existe des regroupements interétatiques en fonction d'affinités, de solidarités ou de contentieux. A l'encontre de l'euphorie d'un Fukuyama, Huntington pense en termes de coagulations diplomatiques, considère que « pour éviter une guerre majeure entre civilisations, il est nécessaire que les Etats phares s'abstiennent d'intervenir dans des conflits survenant dans des civilisations autres que la leur »²⁵. Non seulement il ne prône évidemment pas la guerre, mais il n'est nullement le théoricien de la guerre préventive de Bush. Et l'un des problèmes majeurs est, effectivement, que l'aire musulmane ne possède pas d'Etat-phare susceptible d'apaiser ou de faire pression sur son entourage.

Si la limite qui sépare la guerre des actes de terrorisme ou de châtement totalitaire est la licence de tuer sans toujours risquer soi-même sa vie, en passant ses ennemis au fil de l'épée sans en épargner au bénéfice du doute²⁶, alors, bien que les armées occidentales perdent des soldats, leurs blindés paraissent les rendre invincibles, et bien que ce soient les kamikazes islamistes qui franchissent la limite en ne laissant aucune chance à leur victimes, leur sacrifice leur permet de se regarder comme des combattants assurant leur salut. Il fut un temps où, face à une armée turque composée d'« hommes estimés plus bas que l'équipement » par leurs officiers, les « Arabes se battaient pour la liberté, et c'est un plaisir qu'on peut seulement goûter vivant »²⁷. Les kamikazes musulmans ne se battent donc plus pour la liberté, et l'une des raisons pour lesquelles les armées arabes furent vaincues par Tsahal est que leurs officiers chamarrés traitaient mal leurs hommes.

En insinuant que son prédécesseur ne respectait pas les musulmans, Obama conforte l'hostilité anti-occidentale des masses musulmanes et attise leur rancœur. Le message aurait pu être le suivant : la façon dont on a voulu vous aider n'était pas la meilleure, nous n'avions pas à vous indiquer comment vous devez vous organiser, mais nous voudrions vous aider à vous développer économiquement. La solution la moins néfaste serait peut-être de renoncer à remodeler de fond en comble l'Asie occidentale, de s'appuyer sur le terrain sur des

interlocuteurs même peu recommandables (en Irak on a recouru aux troupes sunnites), de renoncer à quadriller militairement l'Afghanistan, de mener les opérations de renseignement ciblées d'une guerre de l'ombre et de conserver la menace d'une capacité à mener des opérations punitives ou « guerres de six jours »... A court terme, une arme de neutralisation massive joue en faveur de la tranquillité: la douceur émoullente du shopping dans les grandes capitales occidentales. Les clans des dirigeants sont pacifistes, mais cette dichotomie avive les tensions au sein des nations arabo-musulmanes.

notes

1. Cité in *The New York Times* (supplément du *Figaro*), 29 janvier 2010.
2. Cité in L. Mandeville, *Le Figaro*, 22 janvier 2010.
3. O. Avnery, *Courrier international*, 15 octobre 2009.
4. D. E. Sanger, *The New York Times* (supplément du *Figaro*), 11 décembre 2009.
5. Prem Shankar Jha, « La malédiction afghane du Pakistan », *Politique étrangère*, 2008-2, p. 344.
6. Ahmed Rashid, *International Herald Tribune*, 12 décembre 2009.
7. C. Crook, *Financial Times*, 30 novembre 2009.
8. C. Calla, *Le Monde*, 10 novembre 2009.
9. A. Laferrère, « Comment Obama a échoué », *Commentaire*, 128, hiver 2009-2010; M. Crapez, « Obama, dit le Saint », *Argument*, Québec, 12-2, printemps-été 2010.
10. P. Krugman, « The Phantom menace », *International Herald Tribune*, 24 novembre 2009. A rebours de cette propagande, voir le système de clientélisme et les cas de corruption décrits par A. Laferrère, « Comment Obama a échoué », cité, p. 931-932.
11. Cité in L. Mandeville, *Le Figaro*, 20 novembre 2009.
12. C. Caldwell, *Financial Times*, 7 novembre 2009.
13. Parmi les auteurs qui n'ont pas percé le mur du silence, citons deux critiques de l'apaisement: Salim Mansur, *Islam's Predicament. Perspectives of a Dissident Muslim*, Mosaic Press, 2009; Karen Jespersen, Ralf Pittelkow, *Islamistes et naïvistes. Un acte d'accusation*, éd. du Panama, 2007.
14. S. Berstein, « Totalitarisme », in J. Andriantsimbazovina et al. (dir.), *Dictionnaire des Droits de l'Homme*, PUF, 2008, p. 933, 936.
15. G. Hermet, *Exporter la démocratie?*, Presses de sciences po, 2008, p. 118.
16. A. Besançon, *Commentaire*, 116, hiver 2006-2007, p. 927.
17. Cité in R. Parham, M. Taubmann, *Histoire secrète de la révolution iranienne*, Denoël, 2009, p. 292.
18. S. Trigano, *Controverses*, 12, novembre 2009, p. 110; et « Alliance des Civilisations? », *Controverses*, 9, novembre 2008.
19. J-P. Filiu, entretien au *Figaro*, 28 décembre 2009.

20. *Le Monde*, 29 décembre 2009.
21. Cité par N. Mattheiem dans *Le Figaro*, 29 décembre 2009.
22. P. Baker, C. Savage, *International Herald Tribune*, 2 janvier 2010.
23. A. Travis, *The Guardian*, 17 juin 2009.
24. A. M. Schlesinger Jr, *The Disuniting of America. Reflections on a Multicultural Society*, Norton, New-York, 1992.
25. S. Huntington *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997, p. 351.
26. S. Launay, *La Guerre sans la guerre. Essai sur une querelle occidentale*, éd. Descartes & Cie, 2003, p. 331, 100.
27. T.-E. Lawrence, cité in S. Launay, in M.-C. Genet-Delacroix et al. (dir.), *Les Conversions comme formes et figures de la métamorphose*, L'Harmattan, 2002, p. 46, 44.